

**CONSEIL DE REGULATION**

**DECISION N°2016-0204**

**DU CONSEIL DE REGULATION  
DE L'AUTORITE DE REGULATION  
DES TELECOMMUNICATIONS/TIC  
DE CÔTE D'IVOIRE**

**EN DATE DU 22 NOVEMBRE 2016**

**PORTANT AUTORISATION GENERALE POUR  
L'ETABLISSEMENT ET L'EXPLOITATION D'UN  
RESEAU RADIOELECTRIQUE INDEPENDANT PAR  
LA SOCIETE BUREAU IVOIRIEN PRIVE DES  
OPERATIONS DE SECURITE (BIPOS)**

## **LE CONSEIL DE REGULATION,**

- Vu** l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication ;
- Vu** le Décret n° 2012-934 du 19 septembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) ;
- Vu** le Décret n° 2013-333 du 22 mai 2013 portant nomination des Membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;
- Vu** le Décret n° 2015-173 du 19 mars 2015 portant nomination d'un Membre du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;
- Vu** le Décret n° 2016-483 du 07 juillet 2016 portant nomination des Membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;
- Vu** le Décret n° 2013-332 du 22 mai 2013 portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;
- Vu** le Décret n° 2015-80 du 04 février 2015 définissant les catégories d'activités de Télécommunications/TIC et fixant les modalités d'accès aux ressources rares ;
- Vu** la Décision n°2013-0003 du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire en date du 20 septembre 2013 portant règlement intérieur ;

### **Par les motifs suivants :**

Considérant que le 24 août 2016, la société Bureau Ivoirien Privé des Opérations de Sécurité, en abrégé BIPOS, SARL, au capital de un million (1.000.000) de francs CFA, dont le siège social est sis à Abidjan-Port-Bouët, zone aéroportuaire, non loin du centre de santé municipal « Akwaba » de derrière-wharf, BP 77000 Cidex 05 Abidjan-Vridi, Téléphone : +2250 21 58 09 83, Mobile : +225 03 83 23 93, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CI-ABJ-2012-B-017, a introduit auprès de l'Autorité de régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI), une demande d'autorisation générale pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau radioélectrique indépendant (RRI) ;

Considérant que la société Bureau Ivoirien Privé des Opérations de Sécurité, en abrégé BIPOS est spécialisée dans les activités de sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'exploitation dudit réseau est non commerciale, et est conforme à l'activité d'établissement et l'exploitation d'un réseau indépendant, prévue à l'article 17 de l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 relative aux télécommunications et aux technologies de l'Information et de la Communication ;

Considérant que le réseau indépendant de la société Bureau Ivoirien Privé des Opérations de Sécurité, en abrégé BIPOS ne constitue pas une menace pour la santé des populations, la défense nationale et la sécurité publique ;

Considérant que l'établissement et l'exploitation d'un réseau indépendant par la société Bureau Ivoirien Privé des Opérations de Sécurité, en abrégé BIPOS est une activité de télécommunications/TIC qui appartient à la catégorie 3 ou C3 ;

Considérant que les activités de Télécommunications/TIC appartenant à la catégorie 3 ou C3 sont soumises au régime des autorisations générales ;

Considérant que l'Autorisation Générale est matérialisée par une Attestation délivrée par l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;

Considérant qu'un cahier des charges est annexé à l'Autorisation Générale ;

Considérant qu'à l'appui de sa demande, la société Bureau Ivoirien Privé des Opérations de Sécurité, en abrégé BIPOS, sollicite des ressources en fréquences dans la bande 156,8375 MHz – 174,000 MHz ;

Considérant la disponibilité dans la bande de fréquences sollicitée ;

**Après en avoir délibéré,**

#### **DECIDE :**

**Article 1 :** La société Bureau Ivoirien Privé des Opérations de Sécurité, en abrégé BIPOS, est autorisée à établir et exploiter un réseau radioélectrique indépendant (RRI), dans le cadre de ses activités.

L'Autorisation délivrée pour une durée de deux (2) ans, sera matérialisée par une Attestation d'Autorisation Générale.

L'Autorisation est renouvelable dans les conditions fixées au cahier des charges annexé à l'Attestation d'Autorisation Générale.

**Article 2 :** En application des articles 30 et suivants de l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication, la société Bureau Ivoirien privé des Opérations de Sécurité, en abrégé BIPOS, est soumise au paiement :



- d'une contrepartie financière, dont le montant sera fixé par décret pris en Conseil des Ministres, qu'elle acquittera dès la publication dudit décret ;
- de redevances, notamment la redevance de régulation, la contribution à la recherche, formation et à la normalisation, et la contribution au financement du service universel.

Le montant de la contrepartie financière et des redevances sera fixé par décret pris en Conseil des Ministres. La société Bureau Ivoirien Privé des Opérations de Sécurité, en abrégé BIPOS, acquittera lesdites redevances dès la publication dudit décret.

La société Bureau Ivoirien Privé des Opérations de Sécurité, en abrégé BIPOS, est également soumise au paiement de taxe et redevances relatives à l'exploitation de la bande de fréquence assignée, conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 3 :** La présente décision prend effet à compter de la date de sa notification à la société Bureau Ivoirien Privé des Opérations de Sécurité, en abrégé BIPOS.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'ARTCI est chargé, en application de la présente décision, de délivrer une Attestation d'Autorisation Générale, de signer le cahier des charges y afférent et d'assigner la ressource en fréquences dans la bande de fréquence disponible.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'ARTCI est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire et sur le site internet de l'ARTCI.

Fait à Abidjan, le 22 novembre 2016  
en deux (2) exemplaires originaux

Le Président

  
**Dr Lémassou FOFANA**  
Président \*  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL

